

▼ PAYS ARABES

Tunisie, Égypte... À qui le tour ?

L'onde de choc de la révolution du Jasmin continue de se propager. Un million d'Égyptiens ont manifesté mardi au Caire. Le régime de Hosni Moubarak semble condamné.

PAR LAURENT CHEMINEAU ET XAVIER HAREL

Après la Tunisie, après l'Égypte, les autres pays du monde arabe, d'Afrique du Nord au Golfe, vont-ils connaître le même vent de fronde ? L'éveil de certains responsables sur la « révolution de jasmin » en Tunisie encourage à présent les prévisions les plus audacieuses. « L'onde de choc de la Tunisie et de l'Égypte, le plus grand pays du monde arabe risque fort de se propager à plus ou moins long terme », estime Mansouria Mokhefi, responsable du pôle Maghreb à l'Institut français des relations internationales (Ifri). Des centaines de milliers d'Égyptiens ont envahi mardi les rues du Caire pour exiger le départ du président Hosni Moubarak. Il devait annoncer mardi soir qu'il ne se représenterait pas à la prochaine élection présidentielle. Pour Didier Billion, chercheur à l'Institut des relations internationales et stratégiques (Iris), « le régime de Hosni Moubarak est condamné ». Avec des conséquences probablement majeures pour le reste du monde arabe. L'Égypte a toujours joué un rôle moteur sur l'ensemble de la région. L'ampleur du mouvement continue de surprendre de nombreux observateurs. « Il y a huit jours, les manifestations au Caire rassemblaient tout juste 15.000 personnes dans une ville de plus de 17 millions d'habitants », rappelle Didier Billion.

■ RÉGIMES SCLÉROSÉS

« Les régimes du monde arabe sont globalement mal préparés pour faire face à de fortes mobilisations sociales dans la mesure où ils

vivent depuis des décennies sur une forme d'apathie de ces populations », souligne Peter Harling, chercheur à l'International Crisis Group.

Mais les chaînes de télévision comme Al Jazeera, les nouveaux réseaux sociaux (Facebook, Twitter...) ont joué un rôle crucial en démontrant que leurs régimes étaient sclérosés, alors que les Américains votaient pour leur président tous les quatre ans ou que la France était passé du septennat au quinquennat.

Pour autant, tous les ingrédients à l'origine du retournement politique tunisien et peut-être égyptien ne se retrouvent pas vraiment ailleurs au Maghreb, au Moyen-Orient ou dans les États du Golfe. « Plus l'osmose entre le gouvernement et l'armée est forte, plus le risque de répression est redouté par les populations », souligne Thierry Apotheker, président du groupe de recherche TAC. Les pays riches en hydrocarbures ont les moyens d'acheter la paix sociale ».

L'ARABIE SAOUDITE PEUT ACHETER LA PAIX SOCIALE

L'Arabie Saoudite continue de faire entendre sa drôle de musique. Non content d'avoir offert l'asile au président tunisien déchu Zine El Abidine Ben Ali, le roi Abdallah affiche son soutien au président égyptien Hosni Moubarak. Il a notamment dénoncé ce week-end « les atteintes à la sécurité et la stabilité de l'Égypte ». La monarchie saoudienne serait-elle menacée ? « L'Arabie Saoudite et la plupart des États du Golfe ont les moyens d'acheter la paix sociale », estime Thierry Apotheker, président du cabinet de consultants spécialistes des pays émergents TAC. « Malgré un système politique peu satisfaisant, la situation matérielle des natifs est satisfaisante. Seuls les immigrés venus d'Asie seraient en droit de protester, mais n'ont aucun moyen politique de le faire. Dans le Golfe, le facteur de changement peut provenir de l'émergence d'une bourgeoisie aspirant à un meilleur partage du pouvoir. » L. C. ET X. H.

Au Maroc, la monarchie et le roi Mohammed VI restent appréciés de la population

Le clan royal a pourtant connu un enrichissement spectaculaire.

LE MAROC DE MOHAMMED VI peut-il passer entre les gouttes ? Les fondamentaux ne diffèrent guère de ceux de la Tunisie ou de l'Égypte : urbanisation galopante, jeunesse déçue, corruption, inégalités sociales spectaculaires, enrichissement rapide ces dernières années du roi et de ses proches. La fortune du roi a ainsi été évaluée désormais à 2,5 milliards par le magazine « Forbes ». Le Maroc est pourtant considéré comme étant relativement à l'abri. « La monarchie et le roi sont très res-

L'ampleur du mouvement continue de surprendre de nombreux observateurs.



pectés, explique Didier Billion, chercheur à l'Iris, l'institut des relations internationales et stratégiques.

Contrairement à la Tunisie et l'Égypte, plusieurs villes sont gérées par des partis d'opposition. Ces amortisseurs font que l'existence même du régime ne me semble pas menacée. » Les liens étroits entre la famille royale et la mouvance islamique sont aussi des éléments déterminants de la stabilité du pouvoir. Au total, « le Maroc ne dispose

peut-être pas d'une rente pétrolière comme l'Algérie pour acheter la paix sociale, mais il a suffisamment d'habileté pour canaliser la grogne sociale », estime Thierry Apotheker, président de la société de consultants TAC. Pour autant, le statu quo peut-il durer ? Pour Jean-François Daguzan, chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique, « l'enrichissement du pays a surtout profité aux élites même si des efforts ont été faits pour développer le Nord ». L. C. ET X. H.

PREMIÈRES TENSIONS EN SYRIE

Un appel à manifester vendredi après la prière contre la « monarchie, la corruption et la tyrannie » en Syrie a été lancé ces derniers jours sur Facebook. Les événements en Tunisie et en Égypte n'ont pas laissé le président Bachar el Assad de marbre. Le Moyen-Orient est « malade » à cause de décennies de stagnation et doit faire des progrès, a-t-il reconnu lundi dans le « Wall Street Journal ». Mais il n'a pour l'heure pris aucune mesure particulière. Peter Harling, chercheur à l'International Crisis Group (ICG) estime que le régime de Bachar el Assad n'est pas véritablement menacé. « La politique étrangère syrienne, anti-américaine et anti-israélienne, est en phase avec l'opinion, estime le chercheur. Contrairement à l'Égypte, l'économie parallèle permet de répondre aux besoins essentiels de la population. Enfin, les expériences irakiennes et libanaises servent de repoussoir. » X. H.

LE ROI DE JORDANIE TENTE DE RÉAGIR

La Jordanie est souvent perçue comme le prochain maillon faible après l'Égypte et la Tunisie. « La monarchie ne bénéficie pas de la même aura qu'au Maroc notamment parce que la moitié de la population est d'origine palestinienne » explique Didier Billion, chercheur à l'Institut des relations internationales et stratégiques (Iris). C'est ce qui explique que le roi Abdallah II est pris les devants en nommant hier Maarouf Bakht à la tête du gouvernement en remplacement de Samir Rifai. Le roi lui a demandé « de prendre des mesures rapides et claires pour des réformes politiques réelles (...) en faveur de la démocratie ». La nomination de cet ancien Premier ministre qui jouit d'une certaine popularité devrait calmer la rue. Plusieurs manifestations ont eu lieu en janvier pour réclamer la démission de Samir Rifai, en raison de sa politique économique. X. H.

L'ALGÉRIE RETRANCHÉE DERRIÈRE L'ARMÉE ET LA RENTE GAZIÈRE

Comme en Tunisie, l'Algérie n'offre guère d'avenir à ses enfants, aiguillons des mouvements de protestation. « La jeunesse algérienne est encore moins bien lotie que celle de Tunisie, estime Mansouria Mokhefi, responsable du pôle Maghreb à l'Institut français des relations internationales (Ifri), « car elle est moins bien formée et cruellement frappée par le chômage qu'elle soit diplômée ou non ». Toutefois grâce à la rente énergétique (gaz...), le pouvoir algérien détient un atout maître pour désamorcer les tensions et acheter la paix sociale. À une nuance près, « le vrai pouvoir en Algérie est entre les mains des généraux et ils contrôlent l'essentiel du système de prébende lié aux hydrocarbures », estime Didier Billion, chercheur à l'Iris. « Toute tentative de renverser le pouvoir provoquerait probablement une réaction extrêmement violente de l'armée qui aurait le plus à perdre », dit-il. L. C. ET X. H.

▼ EN BREF

L'Asie est guettée par la surchauffe selon le FMI...

Le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Dominique Strauss-Kahn, a mis en garde mardi contre les risques de « surchauffe » en Asie et les effets « potentiellement dévastateurs » d'une forte inflation des denrées alimentaires dans cette région du monde. « Des risques de surchauffe existent, voire d'atterrissage brutal », a-t-il déclaré.

... et connaît une accélération de l'inflation.

L'inflation s'aggrave dans plusieurs pays d'Asie sur fond de renchérissement du prix des matières premières et des denrées alimentaires, renforçant les craintes d'un renchérissement du coût du crédit. En Corée du Sud, le taux d'inflation a atteint 4,1 % sur un an en janvier et pourrait se maintenir à ce niveau au premier trimestre. Il a bondi de 7 % sur un an en Indonésie.

Les élections législatives en Irlande sont fixées au 25 février

Le gouvernement irlandais a confirmé que des élections législatives anticipées auraient lieu le 25 février. Ce scrutin s'annonce comme une déroute pour le Fianna Fail, le parti du Premier ministre Brian Cowen, plombé par la crise financière du pays. Brian Cowen, qui est très impopulaire, a démissionné le mois dernier de la direction du Fianna Fail tout en continuant à gouverner jusqu'à ces législatives.

L'Allemagne veut « effectuer un grand pas » dans l'intégration européenne

Investissements et systèmes sociaux sont parmi les sujets abordés entre Européens avant un sommet important à Bruxelles, a indiqué le ministre des Affaires étrangères Guido Westerwelle, réitérant la volonté de Berlin d'élargir la problématique de la dette à l'élaboration d'une stratégie de compétitivité. « Nous voulons utiliser la crise comme chance pour effectuer un grand pas en termes d'intégration » européenne, a-t-il déclaré.